

Remise en cause de quelques idées reçues sur l'évolution des salaires et des profits depuis 1949

Dans le milieu de la « gauche radicale », et même largement au-delà, des « constats » aujourd’hui largement partagés sont rarement remis en question :

- la part des salaires dans la « valeur ajoutée » est plus basse que jamais, environ 10 points en dessous de ce qu’elle était lors des « Trente Glorieuses » (années 1950-1960)
- la forte remontée des profits (et du taux de profit¹) n’aurait pas accru l’investissement, mais aurait été captée par la « finance » (versement de dividendes, intérêts, etc.)

Ces « constats » sont souvent énoncés à l’appui d’une explication « sous-consommationniste » de la crise. Ce serait le partage de plus en plus inégal de la « valeur ajoutée », le niveau historiquement bas des salaires, qui serait la cause fondamentale de la crise.

Dans son dernier livre (*On a voté... et puis après ?*), Olivier Besancenot reprend à son compte cette explication de la crise, qu’il impute à Marx :

En s’attaquant au coût du travail, en réduisant les salaires, le pouvoir d’achat et en supprimant de l’emploi, les détenteurs de capitaux rétablissent, il est vrai, des taux de profit et des marges supplémentaires en leur faveur, mais sur la base ‘un calcul à très court terme. En privant la population des moyens de consommer ce que les producteurs produisent, ils empêchent la société d’absorber les ressources produites. Les capitalistes disposent dès lors d’une production qui ne trouve pas de marchés solvables. L’offre ne correspond plus à la demande. C’est ce que l’on appelle la crise de surproduction et de suraccumulation, que Marx avait déjà décelée dans la société capitaliste, il y a plus de 150 ans, dans ses travaux sur la crise de 1857 (p.55-56)

Sans discuter ici de l’analyse de la crise², nous allons nous plonger dans les données de la comptabilité nationale française (établies par l’INSEE) disponibles depuis 1949, afin de vérifier la validité de ces « constats », et de façon plus générale, pour retracer les grandes tendances du partage de la « valeur ajoutée » des soixante dernières années.

Les données de la comptabilité nationale

La comptabilité nationale³ regroupe les « acteurs économiques » en six grands « secteurs institutionnels » :

- *les sociétés non financières* : entreprises qui produisent des biens et services marchands non financiers
- *les sociétés financières* : principalement les banques et assurances qui fournissent des « services d’intermédiation financière »
- *les administrations publiques* : l’Etat, les collectivités locales, la Sécurité sociale
- *les ménages* : consommateurs et entrepreneurs individuels
- *les institutions sans but lucratif* : associations qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages
- *le reste du monde* : acteurs non-résidents dans la mesure où ils ont des relations avec des acteurs résidents

Le secteur capitaliste, qui constitue le champ de cette étude, regroupe les sociétés non financières et les sociétés financières. Même si la plupart des études sur le partage de la valeur ajoutée concernent uniquement le champ des sociétés non financières, il nous semble plus pertinent d’inclure le secteur financier, dont le poids est croissant dans l’économie.

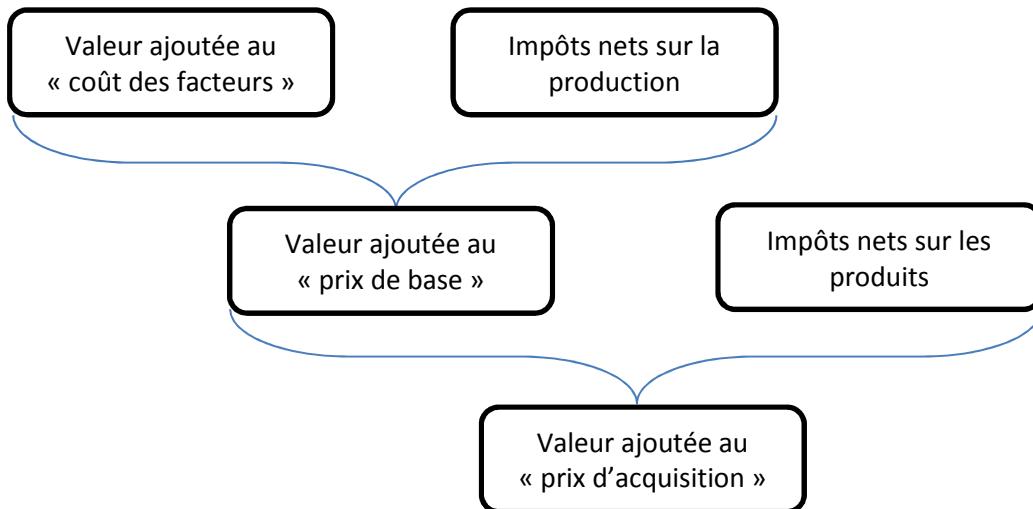
¹ Il faut distinguer l’évolution de la « masse des profits » et l’évolution du taux de profit (qui rapporte la masse des profits au capital investi). Ainsi, le taux de profit peut baisser même si la masse des profits augmente : il faut pour cela que le capital investi augmente plus vite que la masse des profits. Néanmoins, le discours dominant dans la « gauche radicale » considère que la masse des profits ET le taux de profit ont fortement augmenté depuis les « Trente Glorieuses ».

² Sur l’analyse de la crise, on pourra consulter sur le site de la Tendance CLAIRE du NPA notre présentation qui a été faite lors de la dernière université d’été du NPA (<http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-402.pdf>).

³ On pourra consulter l’excellent ouvrage « La comptabilité nationale » de Jean-Paul Piriou et Jacques Bourinay pour en savoir plus sur la comptabilité nationale.

La **valeur ajoutée** dégagée par les entreprises capitalistes est égale à la valeur de la production (principalement les ventes) diminuée des consommations intermédiaires (biens et services entièrement consommés dans le processus de production).

La valeur ajoutée au « prix d'acquisition » mesure la valeur de la production par le prix effectif payé par l'acheteur au moment de l'achat des produits. La valeur ajoutée au « prix de base » ôte à la valeur de la production au « prix d'acquisition » le montant des impôts nets (impôts – subventions) sur les produits, principalement le montant de la TVA. Enfin, la valeur ajoutée au « coût des facteurs » ôte en outre les impôts nets sur la production (taxes locales).



La valeur ajoutée des secteurs institutionnels est mesurée par l'INSEE au « prix de base » : elle inclut les salaires, l'excédent brut d'exploitation (EBE), et les impôts nets sur la production (mais pas les impôts nets sur les produits). Exclure une partie seulement des impôts payés par les entreprises de l'EBE n'a pas de sens économique. C'est pourquoi nous avons calculé un « **EBE élargi** » qui inclut les impôts nets sur les produits dans l'EBE. On peut ainsi décomposer la valeur ajoutée des entreprises en deux composantes : les salaires, et l'EBE élargi ; il s'agit du profit au sens large dégagé par les entreprises, une fois payé les consommations intermédiaires et les salaires.

On peut distinguer quatre utilisations ou emplois de ce profit au sens large :

- le paiement des **impôts** (impôts sur la production, impôt sur les produits, impôts sur le bénéfice des sociétés, etc.) nets des transferts reçus (comme les aides à l'investissement de l'Etat)
- la distribution des **revenus nets⁴ de la propriété** : intérêts, dividendes, et autres
- l'investissement (**formation brute de capital fixe**) : achat de capital fixe (d'une durée de vie d'au moins un an)⁵
- l'acquisition d'**autres actifs** : variation des stocks et acquisitions d'actifs non produits (terrains, gisements, fonds commerciaux, brevets⁶)

Les emplois de ce profit ne sont pas forcément égaux à la valeur de l'EBE élargi :

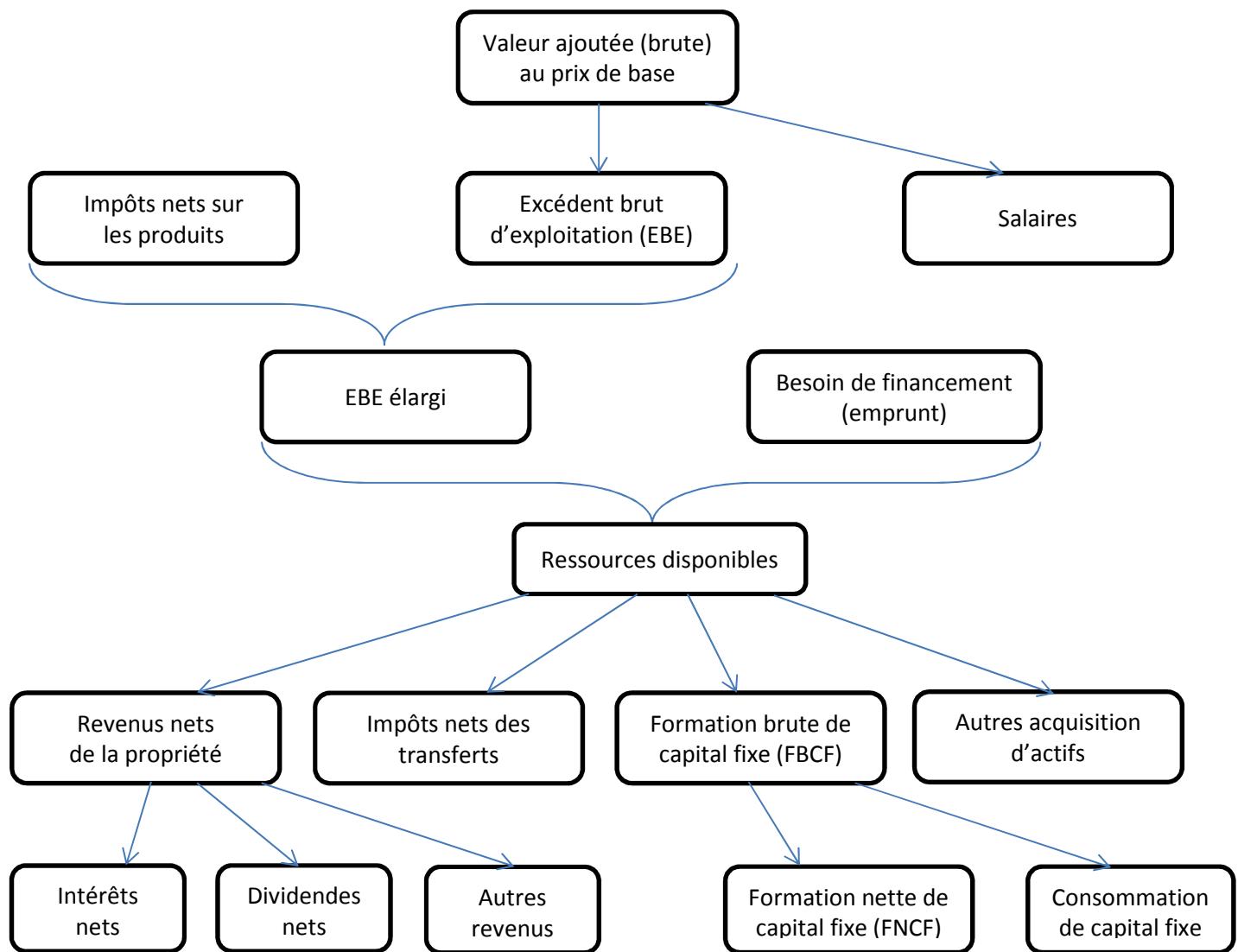
- s'ils sont supérieurs, les entreprises ont un « **besoin de financement** » : elles doivent emprunter des ressources supplémentaires pour couvrir leurs dépenses. La somme de l'EBE élargi et des fonds empruntés constitue les « ressources disponibles » pour faire face aux emplois.
- s'ils sont inférieurs, les entreprises dégagent une « **capacité de financement** » : elles peuvent prêter à d'autres secteurs institutionnels.

⁴ Revenus NETS car les unités d'un secteur institutionnel versent des revenus de la propriété (dividendes, intérêts, etc.) mais elles en reçoivent également des autres secteurs institutionnels. Si les revenus reçus sont supérieurs (respectivement inférieurs) aux revenus versés, alors les revenus nets sont positifs (respectivement négatifs).

⁵ L'investissement concerne (en principe) les achats de moyens de production d'une durée de vie d'au moins un an (et donc qui s'amortissent sur plusieurs années), alors que les consommations intermédiaires concernent les achats de moyens de production d'une durée de vie inférieure à un an

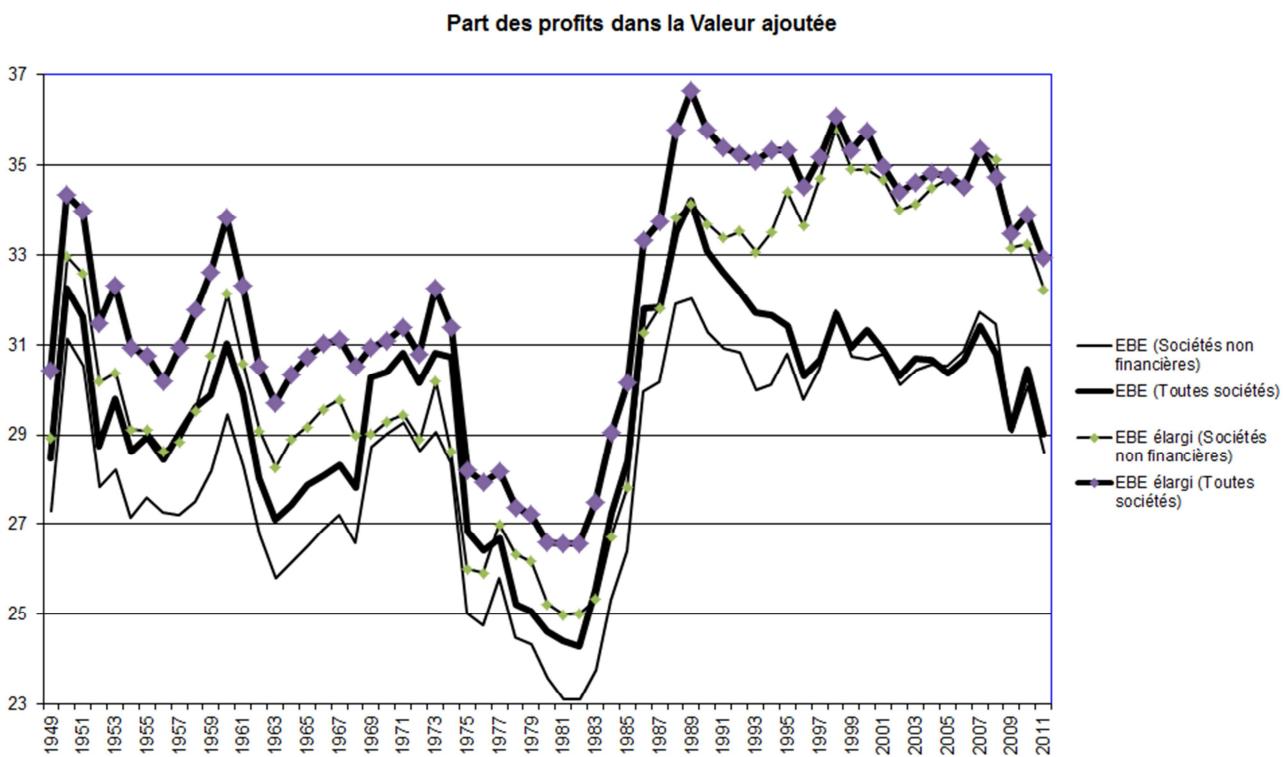
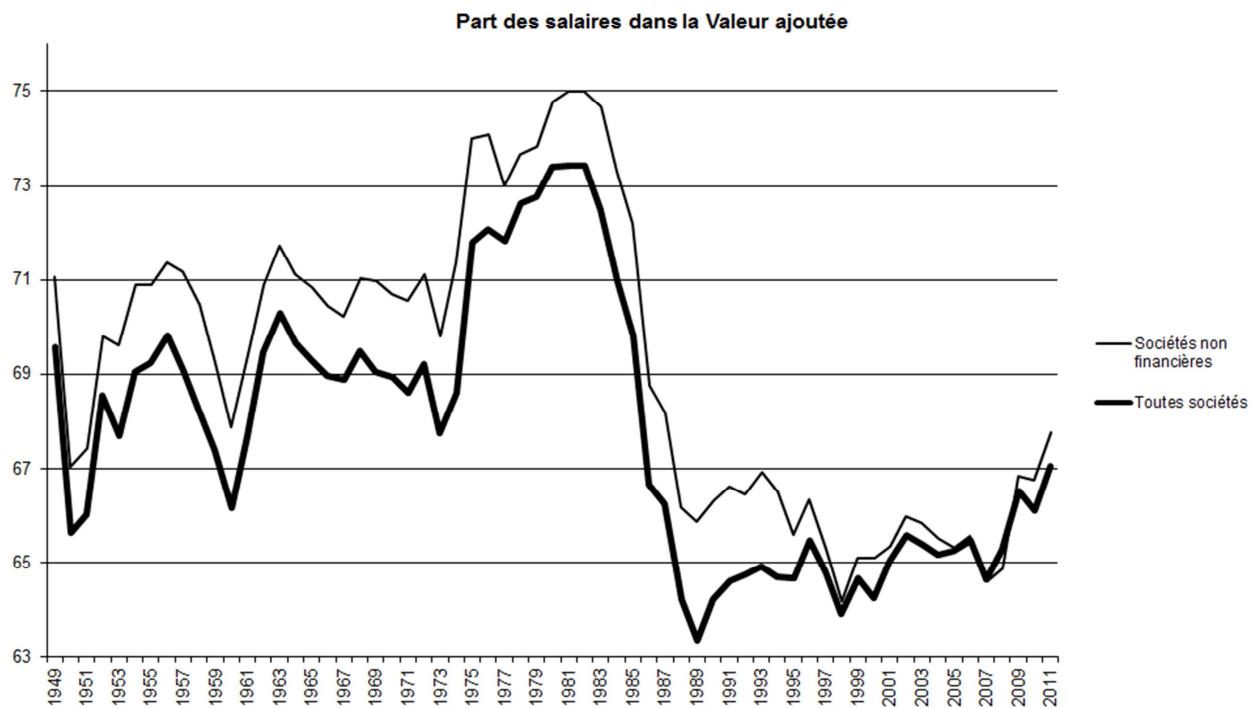
⁶ La dénomination d'actifs « non produits » est malheureuse pour les brevets, puisque ceux-ci ne tombent pas du ciel...

Il faut distinguer l'investissement brut (formation brute de capital fixe) et l'investissement net (**formation nette de capital fixe**). Une partie de l'investissement brut remplace le stock de capital fixe déclassé (amortissement ou « consommation de capital fixe » dans le jargon de la comptabilité nationale), et une autre partie (l'investissement net) augmente la capacité de production. Cette distinction permet de comprendre que la valeur ajoutée (brute) ne mesure pas réellement la valeur « ajoutée » aux moyens de production puisque celle-ci inclut le coût du remplacement des moyens de production déclassés. La véritable « valeur ajoutée » est la **valeur ajoutée nette** qui est égale à la valeur ajoutée brute diminuée des amortissements. De même, on définit **l'excédent net d'exploitation** (ENE) – véritable mesure du profit – qui est égal à l'EBE diminué des amortissements. Il faut néanmoins signaler que le calcul des amortissements par l'INSEE est très approximatif et discutable (et déconnecté des amortissements fiscaux de la comptabilité d'entreprise), si bien que les agrégats « nets » sont à utiliser avec prudence. C'est une des raisons qui expliquent que ce sont le plus souvent les agrégats « bruts » qui sont commentés (à commencer par le produit intérieur brut) alors qu'ils sont moins pertinents que les agrégats « nets » puisqu'ils ne font pas la différence entre ce qui relève de la croissance et du simple renouvellement⁷.



⁷ On pourra lire avec intérêt l'article « Pourquoi le produit intérieur net devrait remplacer le produit intérieur brut comme mesure de la croissance économique » de Roland Spant : <http://www.csls.ca/ipm/7/spant-f.pdf>

Les parts des salaires et des profits dans la valeur ajoutée



Premier constat : il y a bien eu une hausse de la part de l'EBE de 9 (pour les sociétés non financières) à 10 points (pour l'ensemble des entreprises) dans le partage de la valeur ajoutée entre 1982 et 1989.

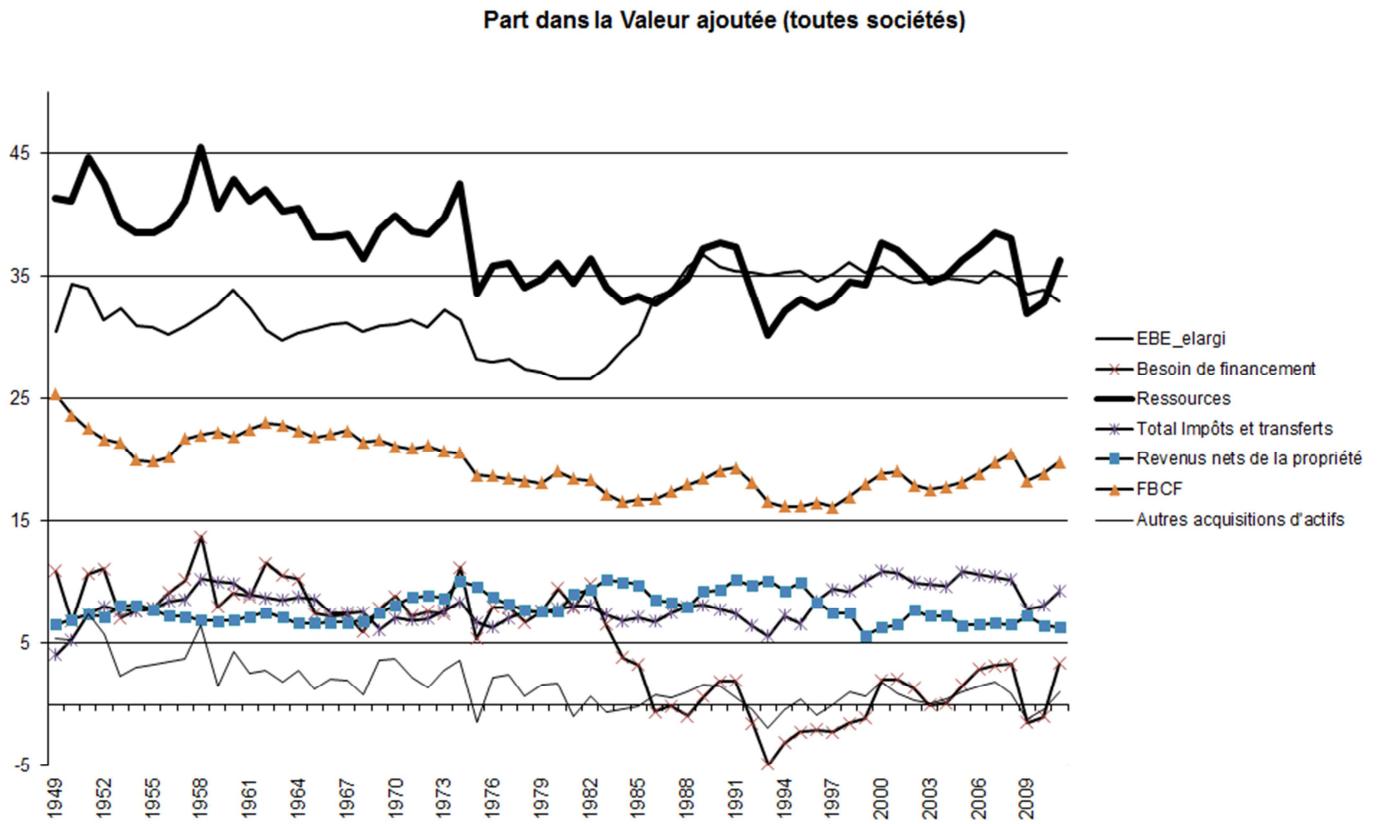
Mais ce qui s'est passé entre 1982 et 1989 est une partie de l'histoire. En effet, dans les années 1970, la part de l'EBE avait baissé d'un peu plus de 6 points. Depuis la fin des années 1980, la part de l'EBE est restée globalement stable jusqu'au déclenchement de la crise de 2008, où elle a baissé nettement. C'est un phénomène habituel lors des crises : la masse salariale s'ajuste partiellement et avec retard à la chute ou au ralentissement de la production.

Au final, la part de l'EBE dans la valeur ajoutée est à peu près aujourd'hui au même niveau que la part moyenne de l'EBE dans les années 1950 et 1960 pour l'ensemble des sociétés (supérieure d'un point environ pour les sociétés non financières). Donc l'idée selon laquelle la part des profits serait aujourd'hui nettement supérieure à celle qu'elle était dans les *Trente Glorieuses*, est totalement fausse. La part des salaires aujourd'hui est d'environ 2 à 3 points inférieurs à ce qu'elle était dans les années 1950-1960. C'est la part des impôts nets sur la production qui a augmenté depuis la guerre, si bien que la part de l'EBE élargie est de 2 à 3 points supérieure à ce qu'elle était pendant les *Trente Glorieuses*. Si on lisse les effets de la crise (qui a vu la part des salaires augmenter)⁸, on constate que la part moyenne des salaires de ces 10 dernières années est inférieure de 3 à 4 points à ce qu'elle était en moyenne dans les années 1950-1960. On est très loin de la perte de 10 points agitée par certains.

Le mythe de la baisse de l'investissement relativement aux revenus du capital

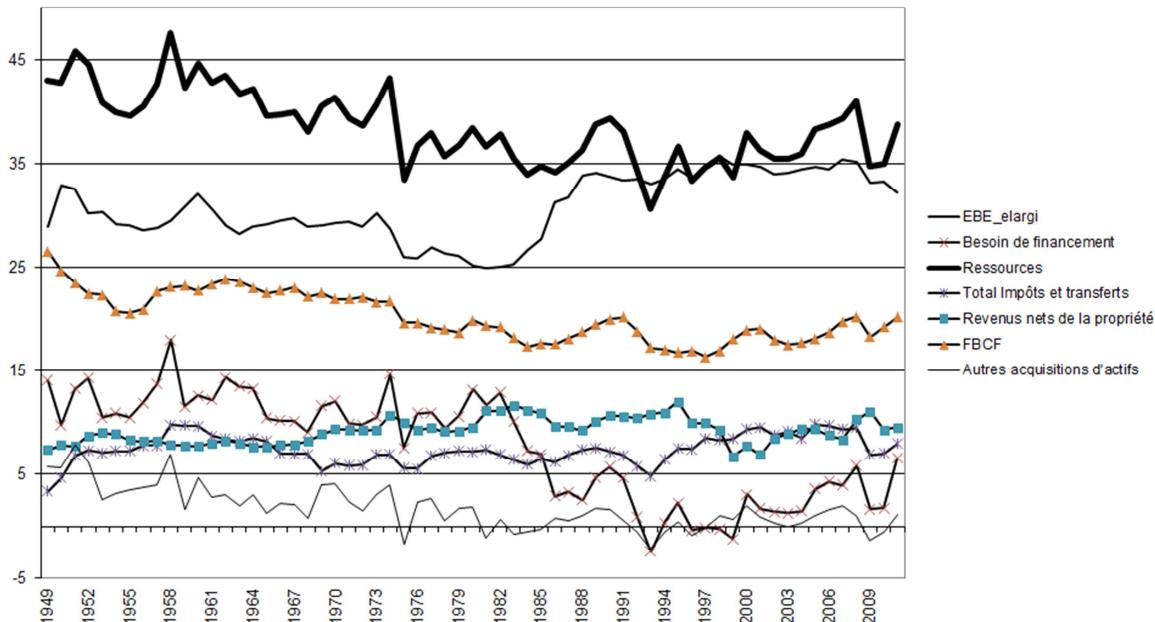
Il est instructif de mettre en rapport les différentes composantes du profit avec les ressources dont disposent les entreprises. On constate les faits stylisés suivants :

- la très forte hausse de l'EBE élargi dans les années 1980 a été utilisée par les entreprises pour se désendetter, si bien que les ressources disponibles (pour l'investissement, les impôts, le versement de revenus du capital) n'ont pas augmenté. Alors que les entreprises étaient structurellement en besoin de financement lors des *Trente Glorieuses*, elles ont tendu vers l'autofinancement de leurs investissements à partir du début des années 1990 (avec néanmoins une montée de l'endettement dans les années 2000, avant la crise, pour les sociétés non financières)



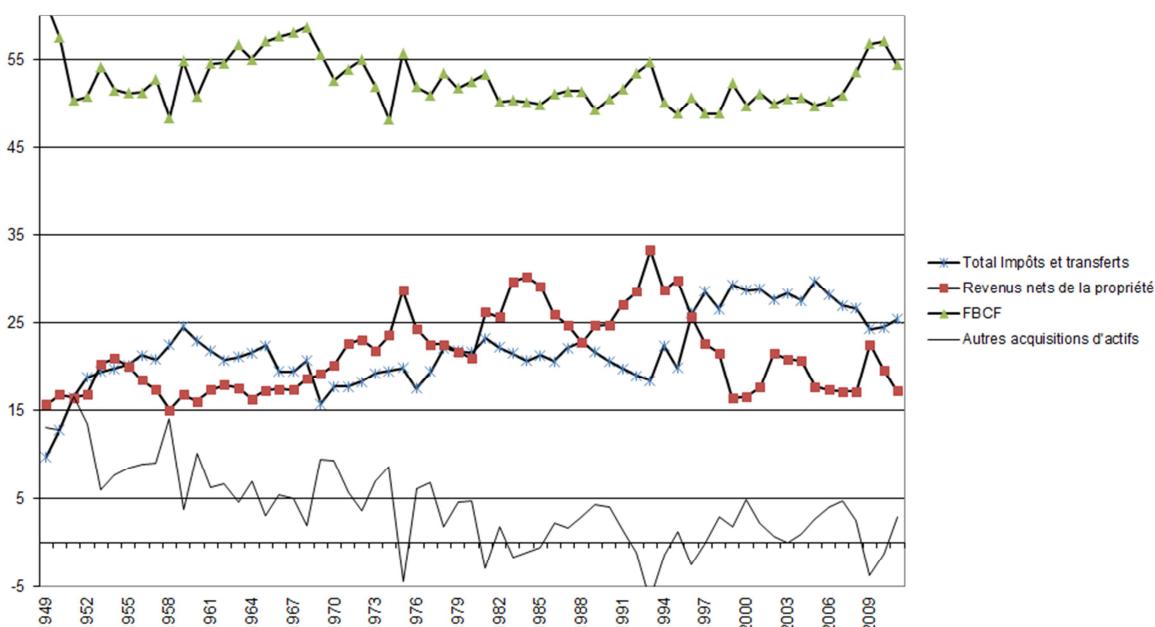
⁸ Lors de chaque crise, la part des salaires tend à augmenter, du moins en France où le marché du travail n'est pas totalement flexibilisé. En effet, avec la crise, la production chute, et comme les emplois (et les salaires) ne s'ajustent pas immédiatement à la baisse, la productivité tend à baisser, et ce sont donc les profits qui « absorbent » la plus grande part du choc.

Parts dans la Valeur ajoutée (sociétés non financières)

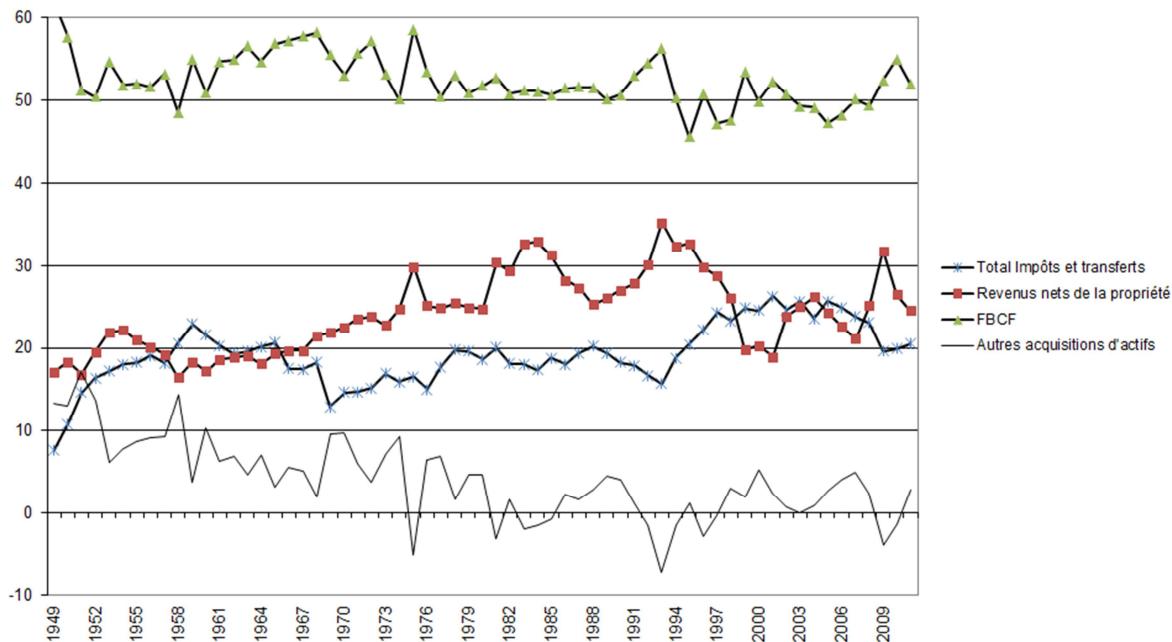


- En pourcentage des ressources disponibles, on constate une **remarquable stabilité de la part de l'investissement depuis 1949**. La part des investissements a d'ailleurs classiquement tendu à augmenter avant le déclenchement des crises (au début des années 1990 et vers le milieu des années 2000).
- En pourcentage des ressources disponibles, on observe une hausse tendancielle de la part des revenus de la propriété des années 1950 à la crise de 1993 ; puis une chute importante dans les années 1990 ; et enfin une stabilité globale dans les années 2000, si bien que **la part des revenus de la propriété est aujourd'hui proche de ce qu'elle était dans les années 1950-1960**
- En pourcentage des ressources disponibles, **la part des impôts** (nets des transferts) a augmenté dans les années 1990 (après la crise de 1993) pour atteindre un **maximum historique au début des années 2000, avant de baisser depuis 2005** (pour rester néanmoins à un niveau supérieur à celui des *Trente Glorieuses*)

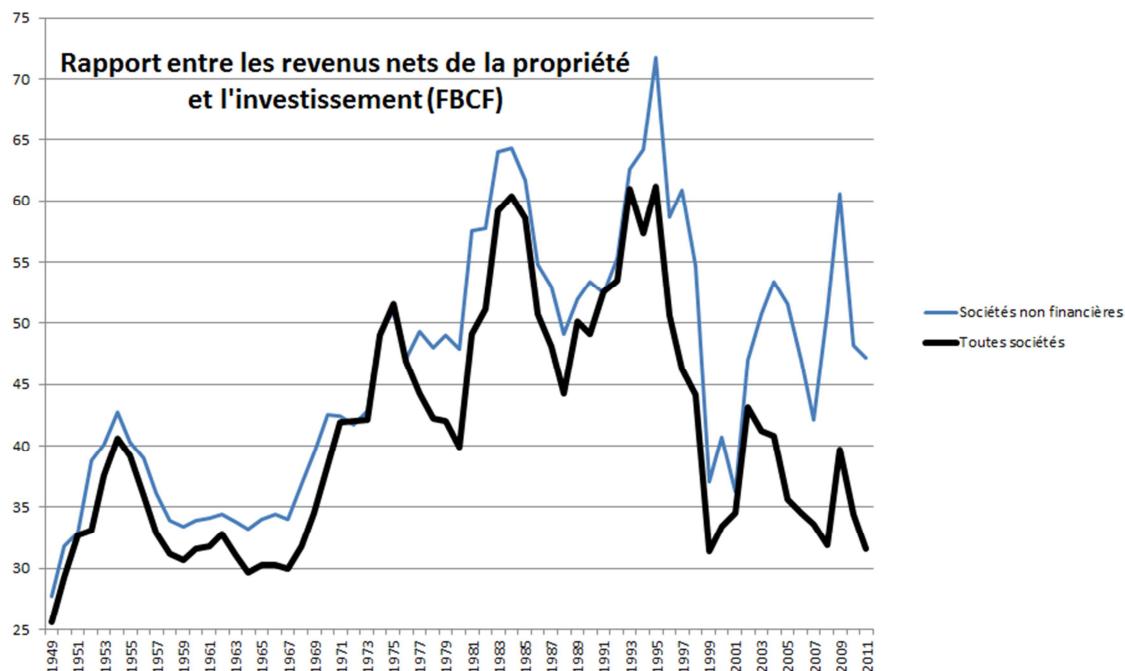
Part dans les ressources (toutes sociétés)



Parts dans les ressources (sociétés non financières)



L'idée martelée par les antilibéraux selon laquelle les capitalistes investissent une partie de moins en moins importante de leurs profits pour se « gaver » est donc totalement fausse. Elle est pourtant reprise jusque dans nos rangs. Ainsi, Henri Wilno explique dans un article récent que « *le choix des entreprises a donc été de continuer à augmenter les dividendes plutôt que d'investir dans l'innovation* »⁹, avec pour preuve un graphique qui montre l'augmentation de la part des dividendes (qui ne sont qu'une partie des revenus du capital ; cf. paragraphe suivant). Or, les capitalistes n'ont pas fait la « grève » de l'investissement : la faiblesse de l'investissement, et donc de la croissance, ne s'explique pas par une modification du comportement des capitalistes, mais par la faiblesse du taux de profit depuis la fin des *Trente Glorieuses*, cette fameuse loi de la baisse tendancielle du taux de profit, niée ou moquée par la plupart des économistes se revendiquant pourtant du marxisme¹⁰.



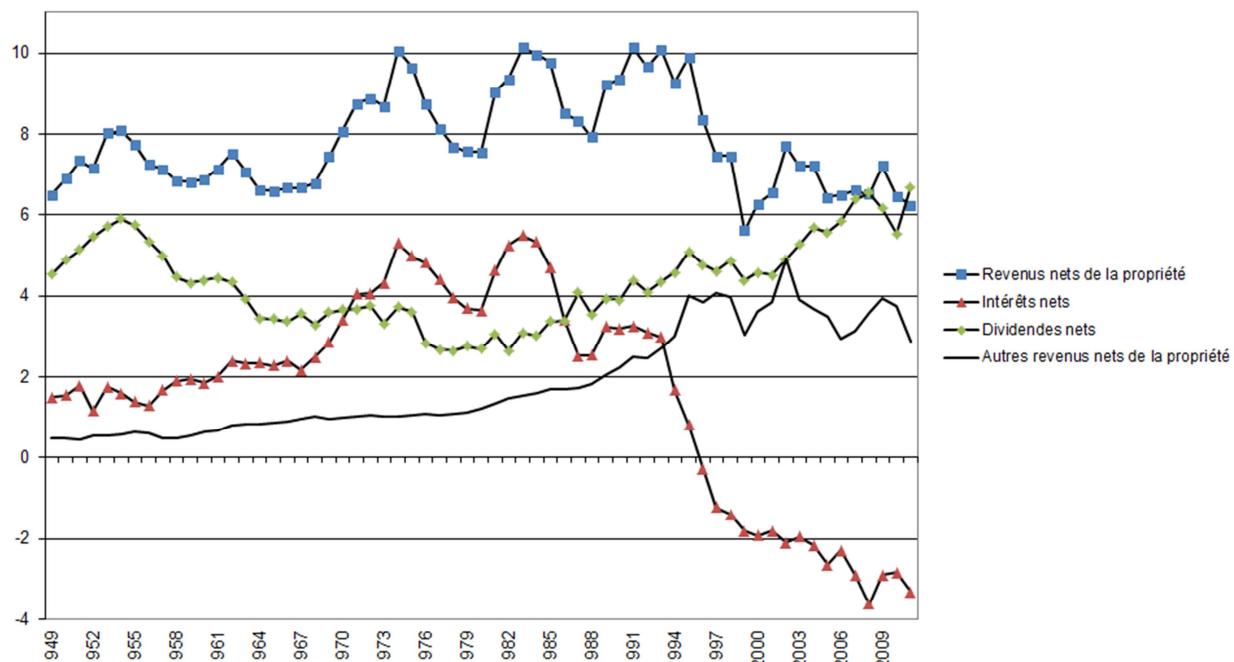
⁹ Henri Wilno, « La compétitivité, une ‘dangereuse obsession’ capitaliste », Revue Tout est à nous de décembre 2012, <http://www.npa2009.org/content/la-comp%C3%A9titivit%C3%A9-«-une-dangereuse-obsession-»-capitaliste>

¹⁰ Pour en savoir plus sur notre critique des analyses antilibérales, on pourra se reporter à « Le contre-rapport d'Attac et de la fondation Copernic sur la compétitivité : inconsistance de l'antilibéralisme » (décembre 2012) : <http://tendanceclaire.npa.free.fr/contenu/autre/artpdf-429.pdf>

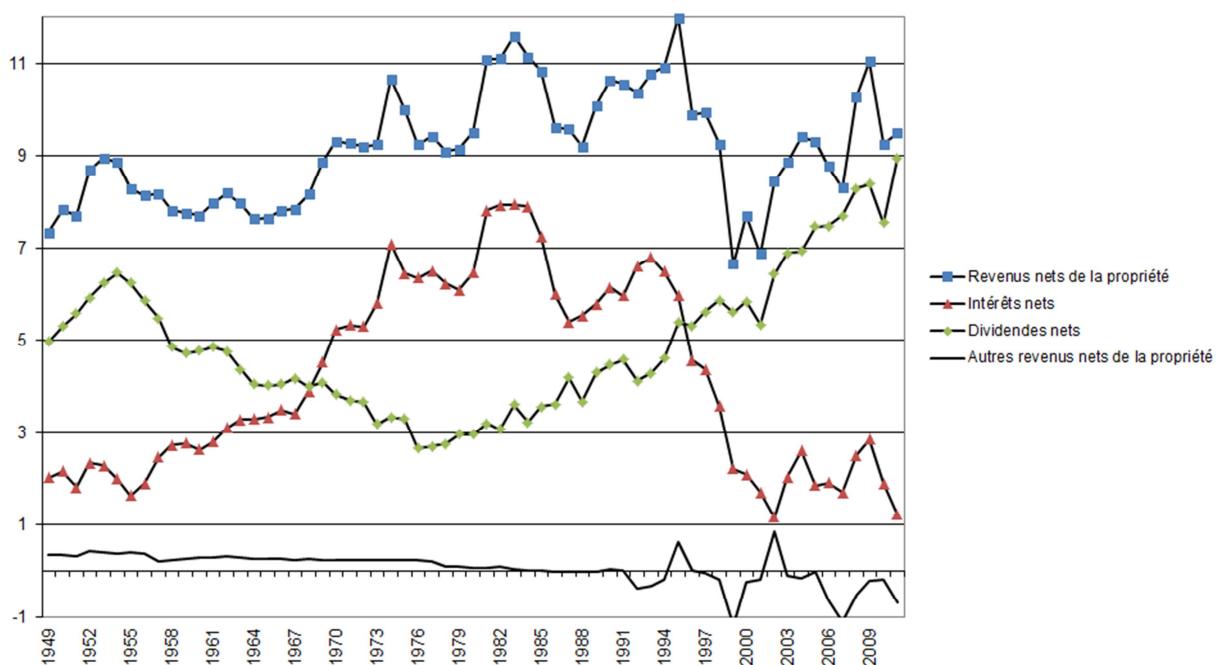
La stabilité des revenus du capital : la hausse des dividendes est compensée par la baisse des intérêts

La stabilité globale de la part des revenus nets de la propriété dans la valeur ajoutée cache des évolutions contrastées de ses deux grandes composantes : les intérêts et les dividendes. **La part des dividendes dans la VA a augmenté continûment depuis le début des années 1980**, passant de 3% à 6% aujourd’hui (9% pour les seules sociétés non financières). Mais **cette hausse a été entièrement contrebalancée par une baisse de la part des intérêts** (qu’on peut expliquer par le désendettement des entreprises à partir des années 1980 et la baisse des taux d’intérêt à partir des années 1990). Il n’est donc pas correct de se focaliser sur l’évolution des seuls dividendes pour en extrapoler une évolution de l’ensemble des revenus du capital !

Parts dans la Valeur ajoutée (toutes sociétés)

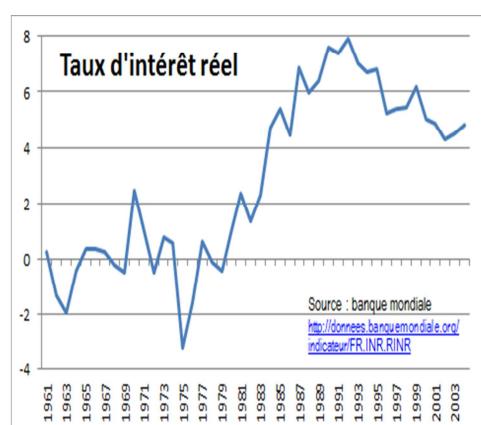
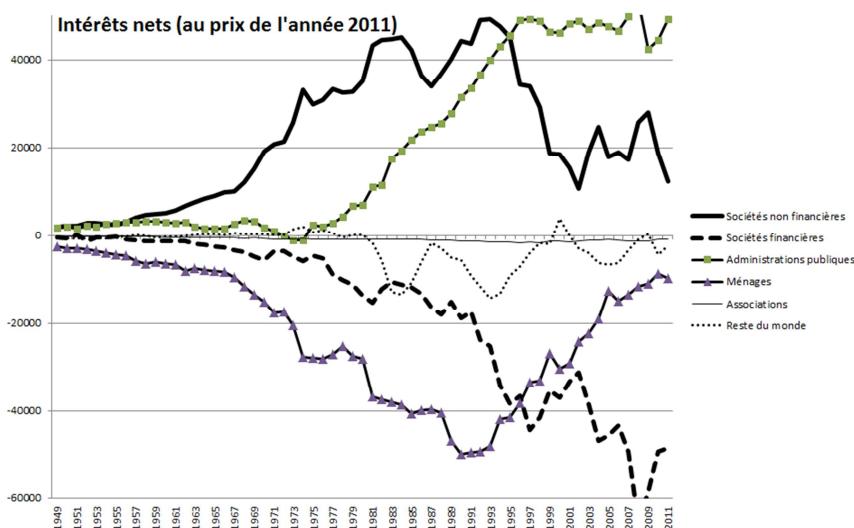
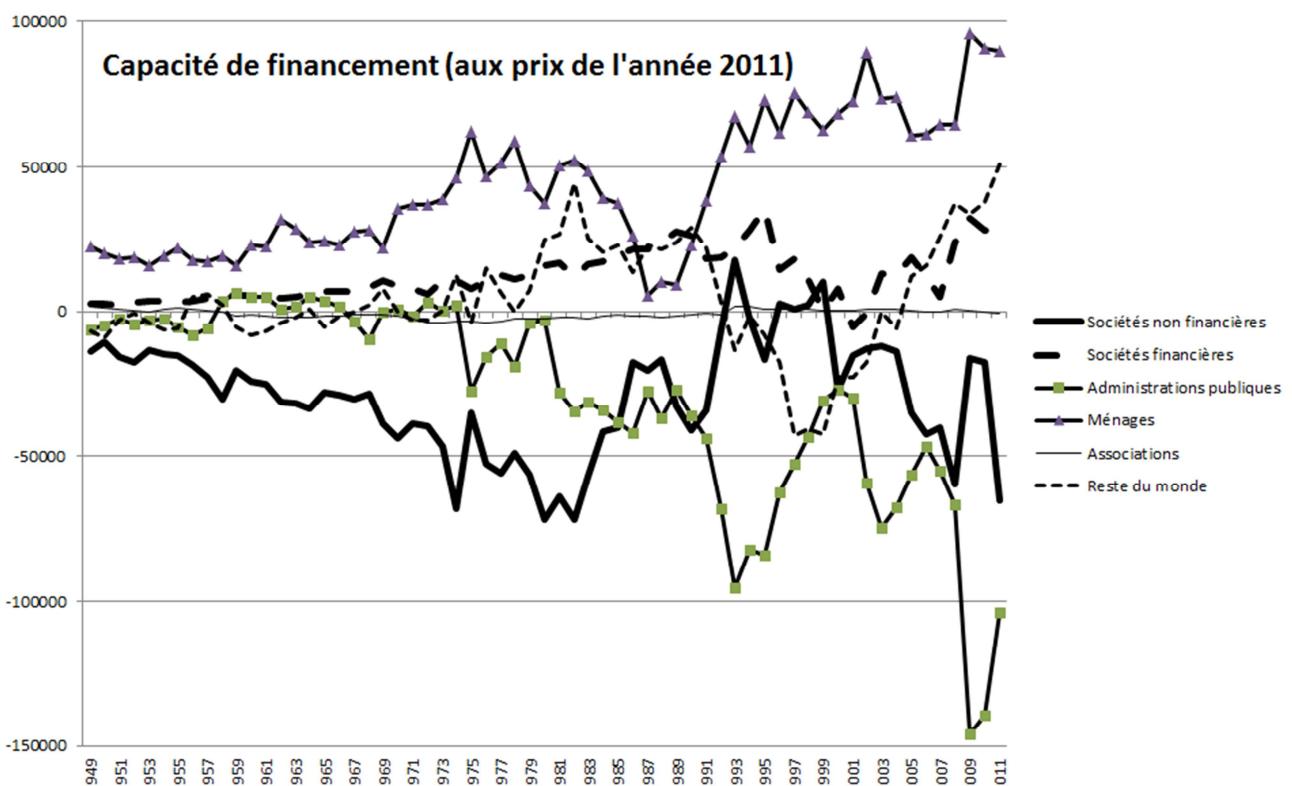


Parts dans la Valeur ajoutée (sociétés non financières)



Annexe 1 : Le basculement de l'endettement privé à l'endettement public

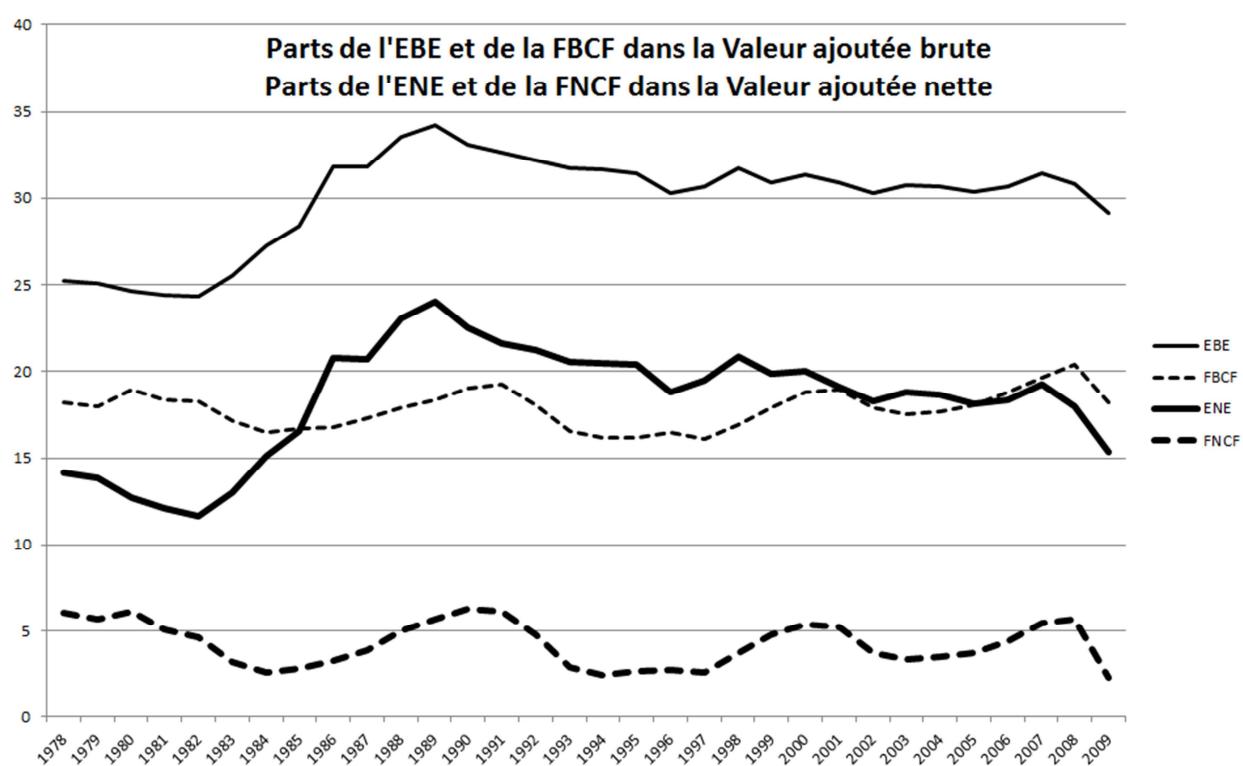
Les besoins de financement des sociétés non financières n'ont cessé de s'accroître depuis l'après-guerre jusqu'à la fin des années 1970, si bien que les versements d'intérêts nets ont fortement augmenté pendant cette période. Puis les entreprises ont fortement diminué leurs besoins de financement dans les années 1980, mais la charge d'intérêts n'a pas diminué, car les taux d'intérêt ont flambé dans les années 1980. En revanche, la charge d'intérêts a fortement diminué dans les années 1990 grâce à la forte baisse des taux d'intérêt, avant de remonter légèrement dans les années 2000 avec l'accroissement de l'endettement. Ce désendettement des entreprises a été contrebalancé par une montée de l'endettement public.



Annexe 2 : L'évolution défavorable du profit net par rapport au profit brut

Il est intéressant de s'intéresser à l'évolution du profit « net », c'est-à-dire déduction faite de l'amortissement du capital fixe, qui est la « vraie » mesure du profit puisqu'elle exclut les sommes engagées à la simple reproduction du capital fixe (par opposition à son accroissement). Avec toute la réserve qu'il faut avoir sur la qualité de la mesure de l'amortissement (« consommation de capital fixe » dans le jargon de la comptabilité nationale), on constate que la part du « profit net » (excédent net d'exploitation) dans la valeur ajoutée nette de l'ensemble des sociétés a baissé de 9 points entre son pic de 1989 et aujourd'hui, alors que la part du « profit brut » (excédent brut d'exploitation) dans la valeur ajoutée brute a baissé de seulement 5 points sur la même période. Ainsi, la part du « profit net » est très proche de son creux historique du début des années 1980 (et vraisemblablement nettement en dessous de la valeur moyenne des *Trente Glorieuses*¹¹) alors que la part du « profit brut » est 5 points au-dessus de ce point bas du début des années 1980.

Ainsi, les estimations usuelles du profit (faîtes en « brut ») surestiment la part des profits dans la valeur ajoutée, qui est déjà couramment surestimé chez la plupart des commentateurs.



Gaston Lefranc

¹¹ La comptabilité nationale française ne dispose pas de données antérieures à 1978 pour l'amortissement du capital (consommation de capital fixe), et donc pour l'estimation des agrégats « nets ».